Non au tout-à-l'anglais ! Non à l'anglais partout !
Ne laissons pas mourir la langue française !

Avec de fortes complicités dans les « élites » politiques et économiques de notre pays et de l'Union européenne, une politique d'arrachage linguistique, dont le peuple français n'a jamais pu discuter, se met en place : en violation de la Constitution et de la loi Toubon, **il s'agit de substituer le tout-anglais à la langue française** dans tous les domaines : commerce, enseignes, publicité, recherche, université, chanson, médias, etc.

Cette politique linguistique ne détruit pas seulement la langue française - qui est un des piliers de l'identité républicaine française -, elle ne sape pas seulement le socle linguistique de la francophonie internationale ; elle est également porteuse de lourdes discriminations et d'inégalités socio-linguistiques ; l'imposition insidieuse d'une langue unique menace en outre lourdement la liberté de pensée et la diversité culturelle en France, en Europe et dans le monde.

Sauvons la langue de Molière, de Diderot et de Hugo et appelons notre peuple, les francophones du monde entier et tous les amis de la liberté et de l'égalité entre les peuples, à entrer en résistance contre le totalitarisme linguistique et la colonisation culturelle !

Ensemble, affirmons haut et fort que :

- La langue de la République, c'est le français ;
- La langue de l'enseignement, c'est le français ;
- Notre langue internationale, c'est le français, grâce notamment à l'ensemble des pays francophones qui forment la Francophonie et qui représenteront, en 2050, selon les prévisions de l'Unesco, 700 millions de locuteurs dans le monde.

Notre pays n'étant pas sous protectorat britannique ni sous tutelle étatsunienne, l'anglais n'a pas à être la seconde langue de France ! De plus, au nom de la non-discrimination entre les peuples, les langues nationales de nos voisins, méritent tout autant d'égard et d'attention que l'anglais dans notre système éducatif.
NON à la discrimination linguistique !

M. CHATEL ET Mme PECRESSE VEULENT DÉTRUIRE LE PREMIER SERVICE PUBLIC DE FRANCE : LA LANGUE FRANÇAISE !

Sur ce terrain aussi, les enseignants refusent de collaborer à la casse !

Démanteler l'Éducation nationale, le C.N.R.S. et l'Université française pour les aligner sur le sinistre « modèle » anglo-saxon ne suffit plus à Luc Chatel et à Valérie Pécresse. Dans leur entreprise de rabotage de « l'exception française » issue des Lumières, de 1789, des lois laïques de 1905 et des avancées du Conseil national de la Résistance (C.N.R), le gouvernement s'attaque désormais directement à la langue française, « langue de la République » au titre de l'article 2 de la Constitution, socle de la Francophonie internationale, patrimoine culturel mondial de l'humanité et rempart de la diversité culturelle en Europe face à la politique du tout-anglais portée par l'Union européenne.

Voici maintenant que M. Chatel décide, sans aucun débat démocratique, de faire de l'anglais la seconde - *puis la première, n'en doutons pas* - langue maternelle de la France en imposant l'anglais dès la maternelle ! Mais imposer le bain linguistique anglais aux tout-petits (dès 3 ans), à un âge où le français et ses structures ne sont pas consolidés, c'est infliger aux enfants un énorme brouillage linguistique qui sapera en profondeur notre langue et la relèguera rapidement au rang de « patois domestique », sans pour autant poser les bases d'une acquisition rationnelle des langues étrangères : chacun sait qu'en réalité, il faut d'abord maîtriser sa langue maternelle pour ensuite pouvoir apprendre d'autres idiomes de manière tant soit peu riche et méthodique. Bref, ce type de décision despotique vise à promouvoir, non pas le plurilinguisme, mais le monolinguisme franglais, puis l'arasement en deux générations de la langue de Diderot et de Victor Hugo !

…/...

Ainsi Chatel veut-il passer officiellement, en violation de la Constitution, et sans le moindre débat national de politique linguistique, au bilinguisme franco-anglais, puis au monolinguisme franglais, puis à la relégation définitive du français que tant de peuples et d'écrivains de par le monde s'efforcent de faire vivre avec talent face au totalitarisme de la langue et de la pensée uniques portés par la mondialisation états-unienne...

C'est pourquoi les enseignants qui résistent à la casse de l'Éducation nationale républicaine doivent refuser de collaborer à cette POLITIQUE LINGUISTIQUE TOTALITAIRE qui, dans tous les pays de l'U.E., vise à casser les langues nationales (allemand, italien, espagnol, et même, dans un certain sens, la langue de Shakespeare !) au profit du tout-anglais. Refusons de conditionner les enfants de trois ans sur l'ordre de "Business-Europe", le syndicat des multinationales européennes qui a décidé en 2003 - alors qu'il était présidé par le baron Ernest-Antoine Seillière -, de faire de l' « *anglais, la langue de l'entreprise et des affaires* », c'est-à-dire en clair, d'éliminer toute autre langue que l'anglais de la sphère du travail et des échanges.

ENSEMBLE,

Exigeons l'arrêt de l'anglicisation de notre pays,

Refusons la dictature de l'anglais,

Refusons le basculement à l'anglais,
N'acceptons pas notre ALIGNEMENT
sur la langue de l'Empire anglo-américain,
Refusons l'anglais COLONIAL des Chatel, Copé, Pécresse, Lagarde, Lamy, Strauss-Kahn, Kouchner, Aubry et Cie.

Bien entendu, les auteurs de ce tract n'ont rien contre l'anglais en tant que tel. Il ne s'agit pas non plus de « purisme », quand toutes les enseignes de supermarchés, quand les publicités, etc. **REMPLACENT SYSTÉMATIQUEMENT des mots français existants par des mots d'anglais** (y compris la S.N.C.F., la Poste, « France » Télécom, etc.). **C'est une politique de substitution et d'arrachage linguistique.** Lorsque tous les peuples baragouineront l'anglais, plus leur propre langue abâtardie, alors que l'Angleterre et les É.U.A autorisent leurs bacheliers à n'apprendre AUCUNE langue étrangère, la diversité culturelle mondiale, socle de la culture, disparaîtra. Alors, sous couvert d'universalité de l'anglais, UNE langue, UNE civilisation, UN pays écraseront tous les autres... avec la complicité néocoloniale de toutes les « élites » locales !

Précisons enfin que les auteurs de ce tract n'ont rien contre l'enseignement des langues régionales de France, ni contre l'enseignement dans nos écoles des langues de l'immigration, bien au contraire. En défendant le bien commun de tous les francophones, **en sauvant ce premier service public GRATUIT de France qu'est la langue française**, nous défendons l'égalité entre tous les peuples, entre tous les individus, et nous portons haut l'idéal qu'expriment en condensé trois des plus beaux mots de notre langue :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ !

NE NOUS LAISSONS PAS ARRACHER LA LANGUE, POUR ELLE, PAR ELLE, PRENONS LA PAROLE !

Ce tract est signé d'un Collectif d'associations œuvrant pour la langue française.

En font partie, les associations : D.L.F., Asselaf, C.L.E.C., A.FR.AV. et CO.U.R.R.I.E.L.

Pour tout contact, merci de consulter, sur la Toile, les sites de ces associations.

Un des buts de ce collectif va être d'organiser des manifestations de rue pour dénoncer haut et clair l'imposture du tout-anglais.

Des rassemblements de protestation sont prévus devant le ministère de l'Éducation nationale, devant Science Po, etc.

Rejoignez le Collectif et participez ainsi à sauver l'essentiel de ce qui nous fait : la langue française.

Merci de ne pas jeter ce tract sur la voie publique